



## CTPL du 4 septembre 2008

### Déclaration CGT

Ce CTPL de rentrée fait suite à un été caractérisé par une pluie de mauvais coups contre les salariés, fonctionnaires et usagers du service public. L'ordre du jour de cette réunion respecte ce climat !

La CGT note l'hypocrisie de la formulation d'un point important de l'ordre du jour : appeler « organisation des structures départementales » votre projet de fermeture de quatre postes comptables relève d'un sens de la formule pour le moins déplacé ! Pour nous, il s'agit là de la désorganisation, de la démolition du service public en milieu rural.

Les contacts que nous avons eus avec les élus du département et des secteurs en cause montrent leur attachement au service public en milieu rural. Tous nous disent le désarroi des citoyens face à la disparition des structures de l'État dans leurs cantons, alors même que les populations augmentent.

Les agents concernés ont vu les effectifs de leurs postes baisser du fait de l'ORE. Ces décisions ont amené à rendre de plus en plus difficile l'exercice de leurs missions, ceci étant aggravé par le non remplacement des trésoriers. Pour autant, ils sont persuadés que le service public est nécessaire et est rendu, même si c'est au prix de conditions de travail dégradées. Nous le disons depuis des années : là où vous décidez de ne pas remplacer les chefs de poste et là où l'effectif baisse au-dessous du seuil fatidique de 5, il y a danger de fermeture. On le vit aujourd'hui !

Dans le cadre de la fusion, que nous condamnons, nous constatons que l'ex-DGI ne prend pas les mêmes options que l'ex-DGCP puisque la plupart des fusions CDI-CDIF sont actuellement suspendues. Le syndicat national du trésor CGT revendique depuis des années un moratoire aux restructurations. Nous vous demandons donc de renoncer aux fusions des trésoreries d'Argentré et Vitré, Bécherel et Montfort, Combourg et Tinténiac et La Guerche et Retiers et de leur donner les moyens humains supplémentaires pour de bonnes conditions de travail.

Un autre point de l'ordre du jour appelle de notre part une réaction préalable : la réduction des plages d'ouverture des trésoreries de Janzé et Dol. Là aussi, c'est votre logique de suppressions d'emplois qui entraîne une diminution des horaires d'accueil du public pour pallier à la dégradation des conditions de travail. Nous refusons de choisir entre deux dégradations : soit celle du service public, soit celle des conditions de travail des agents. Plutôt que réduire les horaires, la CGT revendique les effectifs nécessaires à l'exercice de toutes les missions.

Ces situations ne pourront que se répéter et s'aggraver dans les mois et années à venir, du fait de la volonté gouvernementale du non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant en retraite. Le rapport d'activité du département est parlant : 365 agents sur 1086 ont 55 ans ou plus, soit 33,60% ! Comment peut-on envisager dès lors remplir nos missions ? Quel avenir pour les postes ? Quelles conditions de travail pour les agents ?

Toutes les mobilisations qui ont émaillé le premier semestre 2008 au trésor, à la DGFIP et dans toute la fonction publique devraient vous inciter à ne pas rester sourd aux revendications des personnels, d'autant plus qu'il vous faudra compter sur les actions à venir.